

PRÉFECTURE DE L'AVEYRON

DREAL OCCITANIE
UID TARN AVEYRON

Arrêté n° 2019-04-09-004 du 9 AVR. 2019

OBJET : Arrêté préfectoral de mise en demeure
Carrière « Roc d'Aupio » à DRUELLE
Exploitant : SARL MAZARS TP.

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 514-5, L. 171-6 et L. 171-8 ;
- VU le code minier ;
- VU le code du travail ;
- VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier, et notamment son article 4 ;
- VU le décret n° 80-331 du 07 mai 1980 modifié, portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) ;
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005-327-6 du 23 novembre 2005 autorisant la SARL MAZARS TP à exploiter pour une durée de 21 ans une carrière à ciel ouvert d'orthogneiss, au lieu-dit « Roc d'Aupio » sur tout ou partie des parcelles n° 54, 58, 61 à 67, 73, 78, 83, 84, 316 à 319 section H, sur le territoire de la commune de DRUELLE ;
- VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 28 février 2019, faisant suite à l'inspection réalisée le 20 février 2019 ;
- VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé...

- CONSIDÉRANT que l'accès au site doit être fermé, que le site doit être clôturé sur l'ensemble de son périmètre et que les personnes étrangères ne doivent pas avoir accès libre aux installations conformément à l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 ;
- CONSIDÉRANT l'absence de pancarte signalant le danger à proximité des zones clôturées conformément à l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 ;
- CONSIDÉRANT que l'apport sur le site de matériaux inertes provenant de l'extérieur est interdit conformément à l'article 16-1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 ;
- CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour et à disposition le plan d'exploitation dans le respect des dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 (limites de l'autorisation, bande de 50 mètre au-delà, côtes NGF, bords de fouilles, dates des relevés, zones remises en état, position des ouvrages à préserver, l'emplacement des différentes bornes, les pistes et voies de circulation avec les pourcentages des pentes, les zones de stocks) ;

CONSIDÉRANT que cette situation peut présenter des risques pour la sécurité et la santé des personnes susceptibles d'être présentes sur le site de la carrière ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement visée ci-dessus ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La SARL MAZARS TP est mise en demeure, **immédiatement à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de mettre en place un système de verrouillage du portail d'accès principal au site ;
- de cesser tout apport de matériaux extérieurs sur le site de la carrière.

ARTICLE 2 :

La SARL MAZARS TP est mise en demeure, **sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de réparer et mener les travaux d'entretien de la clôture détériorée en limite de la D543 ;
- de mettre en place des pancartes signalant le danger sur la clôture de part et d'autre du portail d'accès au site ;
- de transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation de la carrière réalisé en 2018 par un géomètre faisant apparaître les différents points définis dans l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/11/2005 sus-visé.

ARTICLE 3 :

La SARL MAZARS TP est mise en demeure, **sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- d'évacuer vers les filières autorisées les matériaux présents sur le site.

ARTICLE 4 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.


ARTICLE 6 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture notifié à la SARL MAZARS Travaux Publics.

Une copie sera adressée à monsieur le Maire de la commune de Druelle Balsac.

Fait à Rodez, le **9 AVR. 2019**

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,


Michèle LUGRAND

